



Le Service économique régional (SER) de Canberra est heureux de partager les brèves de la circonscription Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique pour la semaine du 09 au 22 août 2024. Pour tout complément d'information, n'hésitez pas à nous contacter.

AUSTRALIE

Le ralentissement chinois fragilise l'Australie

La gouverneure de la Banque de Réserve d'Australie, Michele Bullock, a averti que la détérioration de l'économie chinoise pourrait ralentir fortement la croissance économique en Australie et faire chuter davantage les prix du minerai de fer. Une baisse importante des prix du minerai de fer serait désastreuse pour le budget fédéral australien, déjà prévu avec un déficit de 28,3 Mds AUD en raison des dépenses croissantes. La demande chinoise de minerai de fer est en déclin en raison des difficultés du secteur immobilier, ce qui entraîne une chute des prix du minerai. [AFR](#) ; [ABC](#)

Le taux de chômage en Australie grimpe à 4,2% en juillet malgré l'ajout de plus de 58 000 emplois

En juillet, le taux de chômage en Australie a légèrement augmenté à 4,2% malgré la création de 58 200 emplois, bien au-delà des prévisions. Cette hausse du chômage pourrait empêcher la Banque de Réserve d'Australie de réduire ses taux d'intérêt à court terme. Le marché du travail reste serré, avec une participation record de 67,1%, mais une croissance plus lente des salaires et une baisse des offres d'emploi suggèrent une possible modération à venir. [The Guardian](#)

Les salaires réels plongent près de leur plus bas niveau en 14 ans

Les salaires réels en Australie ont baissé pour le deuxième trimestre consécutif et sont presque revenus à leurs niveaux les plus bas en 14 ans, remettant en question les affirmations du gouvernement Albanese selon lesquelles les salaires surpasseraient enfin l'inflation. Entre janvier et juin, les prix ont augmenté de 2 %, tandis que les salaires n'ont crû que de 1,7 %, entraînant une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. [AFR](#)

Le maire de Melbourne propose un plan pour réduire les factures d'électricité grâce à l'achat groupé d'énergie renouvelable

Le maire de Melbourne, Nick Reece, propose une réduction significative des factures d'électricité pour les résidents et les entreprises par le biais d'un programme d'achat groupé d'énergie renouvelable. Son plan, MPower, utiliserait le pouvoir d'achat collectif pour négocier des prix réduits et des économies substantielles. Ce programme pourrait débuter en 2026 et coûterait jusqu'à 2 M AUD à la ville. [The Guardian](#)

NOUVELLE-ZELANDE

La Banque de Réserve abaisse le taux directeur à 5,25 %

La Banque de Réserve de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a réduit son taux directeur de 25 points de base, la première baisse en plus de quatre ans, en raison du refroidissement des pressions inflationnistes. Le taux devrait descendre à 4,9 % d'ici la fin de l'année, avec des baisses possibles en octobre et novembre. Les banques locales ont immédiatement ajusté leurs taux d'intérêt en réponse à cette décision. [RNZ](#) ; [RBNZ](#)

Offrir une banque plus compétitive pour les Néo-Zélandais

Le gouvernement néo-zélandais acceptera toutes les recommandations du rapport final de la Commission du Commerce sur la concurrence bancaire. Le rapport révèle que le secteur bancaire est non compétitif, avec les quatre grandes banques affichant des bénéfices élevés et peu d'innovation. Le gouvernement s'engage à injecter une vraie concurrence dans le marché, soutenir Kiwibank et mettre en place la banque ouverte pour stimuler la compétition. Les politiques de la Banque de Réserve seront aussi adaptées pour favoriser une plus grande concurrence. [Beehive](#)

Nouvelle catégorie de visa pour les travailleurs saisonniers

Le gouvernement de coalition apporte un soulagement immédiat aux employeurs confrontés à des pics saisonniers à venir en créant une nouvelle sous-catégorie du visa de travail à but spécifique (SPWV). Pour être éligible, le poste doit être directement lié à une activité saisonnière et le candidat doit avoir au moins quatre mois d'expérience dans le rôle et commencer au plus tard le 31 mai 2025. « Parallèlement aux modifications apportées au régime des employeurs saisonniers reconnus (RSE), nous facilitons également l'accès des employeurs à d'autres travailleurs saisonniers essentiels dont ils ont besoin. Il s'agit d'une voie d'accès provisoire, limitée dans le temps et simplifiée, qui correspond davantage à la durée du travail saisonnier », a déclaré la ministre de l'immigration, Erica Stanford. [Beehive](#)

Le coût des accidents du travail s'élève à 4,9 Mds NZD par an

Le rapport sur l'état d'une nation prospère a été publié lundi par le Forum des chefs d'entreprise sur la santé et la sécurité. Rédigé par l'économiste Shamubeel Eaqub, le rapport a comptabilisé le coût des vies et des revenus perdus, les coûts des blessures graves pour ACC (Accident Compensation Corporation entité gouvernementale responsable de la gestion des compensations pour les accidents et les blessures et les problèmes de santé) pour atteindre le chiffre de 4,9 Mds NZD. Le rapport a également révélé que près de 50 % des Néo-Zélandais avaient été touchés par un accident du travail impliquant eux-mêmes, un collègue, leur famille ou des amis. « Rattraper les performances de l'Australie permettrait à la Nouvelle-Zélande d'économiser 1,4 Mds NZD par an, et si nous devons égaler les performances du Royaume-Uni, nous économiserions 3,4 Mds NZD par an », a déclaré le directeur général du forum, François Barton. [RNZ](#)

PACIFIQUE

Les travailleurs étrangers peuvent-ils stimuler la prospérité du Pacifique ?

En 2022-2023, environ 47 807 Insulaires se sont rendus en Nouvelle-Zélande ou en Australie pour travailler, dans le cadre de divers programmes de mobilité de la main-d'œuvre tels que le programme de mobilité de la main-d'œuvre dans le Pacifique et le visa d'engagement dans le Pacifique, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Sept des dix principaux pays bénéficiaires de transferts de fonds, en pourcentage du produit intérieur brut, se trouvent dans la région du Pacifique. Loin d'être un problème, les envois de fonds jouent un rôle majeur dans le maintien de la dette nationale dans le Pacifique à un niveau soutenable, mais sont en baisse depuis le COVID-19. [RNZ](#)

Une croissance continue est prévue pour le Pacifique, mais la résilience reste nécessaire

Le Pacifique devrait connaître une croissance de 3,3 % en 2024 et de 4,0 % en 2025, mais la nécessité de renforcer la résilience persiste, selon la dernière édition du Pacific Economic Monitor (PEM) de la Banque asiatique de développement (BAD). Cette croissance est en grande partie tirée par la reprise de l'extraction des ressources en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la plus grande économie de la sous-région. Les arrivées stables de visiteurs dans la plupart des économies dépendantes du tourisme et les mesures de stimulation des projets d'infrastructure publique devraient également stimuler la croissance. Cependant, un large éventail de facteurs, notamment les pénuries de main-d'œuvre, la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et l'exposition au changement climatique et aux risques de catastrophe, présentent des risques à la baisse pour les perspectives. [ADB](#)

Kiribati, Niue et Tuvalu peinent à faire face au coût de la vie élevé

L'achat de produits de base, tels que la nourriture, a été un grand défi pour les habitants de Kiribati, Niue et Tuvalu, qui sont les plus touchés par l'inflation mondiale, selon le dernier rapport de surveillance économique de la Banque asiatique de développement. L'éloignement de ces économies par rapport aux marchés et l'étroitesse de leurs bases de production en font des preneurs de prix, mais augmentent également leur sensibilité aux coûts de transport élevés, indique le rapport. Parmi les trois nations insulaires, Tuvalu a connu la plus forte hausse des prix à la consommation à la fin de 2023 par rapport à 2019, soit 31 % à la fin de 2023, selon les auteurs. [Islands Business](#)

Air Vanuatu pourrait conclure un accord avec une nouvelle entité détenue par le ministère des Affaires étrangères

Ernst and Young Australia a terminé son rapport révisé sur Air Vanuatu, recommandant un compromis entre les créanciers qui devait être soumis au vote mercredi. Il s'agit d'un montage juridique dans lequel une proposition de transaction des dettes dues aux créanciers est soumise au vote des créanciers de l'entreprise. Une entité appelée AV3, qui appartient entièrement au ministère des Affaires étrangères de Vanuatu et qui a été constituée le 5 juin, a présenté une proposition financière à la hauteur des créances de la compagnie. Dans le cas où les créanciers approuveraient le compromis d'AV3, les liquidateurs présenteraient une demande à la Cour suprême de Vanuatu pour obtenir une ordonnance ordonnant la fin de la liquidation de la société. [RNZ](#)

- Focus sectoriels -

Actualités agricoles

La loi interdisant les exports d'ovins vifs par la mer depuis l'Australie à compter de mai 2028 adoptée par le Sénat

Le Sénat a voté début juillet la loi fixant au 1er mai 2028 l'arrêt des exports d'ovins vifs par la mer depuis l'Australie. La filière s'est vivement élevée contre cette décision, mais le Gouvernement australien a maintenu l'objectif, promesse électorale faite pour la défense du bien-être animal ; et mettant en avant le fort déclin de la filière sur 20 ans et les opportunités liées à l'export de viande plutôt que d'animaux vivants. Le Gouvernement a prévu une enveloppe de AUD 107 M pour accompagner la filière et ne prévoit pas d'augmenter cette somme. Le Parti National, de l'opposition, estime à 3000 le nombre d'emplois menacés. Le secteur agricole s'inquiète du possible amenuisement de la majorité du Gouvernement, qui devra alors de plus en plus reposer sur les Verts, certains de ceux-ci demandant des actions également sur les exports de bovins vifs et les courses de chiens. [Farmonline](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [Farmonline](#)

La Chine accuse le bœuf australien suite à la détection de stéroïdes dans une athlète

Le New York Times a révélé qu'une nageuse chinoise avait été testée positive aux stéroïdes (méthandiénone) en 2022. Face à cette accusation sensible dans le contexte des Jeux olympiques de Paris, Meat & Livestock Australia a nié l'utilisation de cette molécule dans l'élevage bovin en Australie. [Farmonline](#)

Pernod-Ricard vend ses sites de production de vin en Australie, Nouvelle-Zélande (et Espagne)

Le géant français des vins et spiritueux a annoncé le 17 juillet la cession de tous ses actifs en Australie et en Nouvelle-Zélande (ainsi qu'en Espagne), afin de réorienter ses ressources vers ses spiritueux de rang international et ses marques de Champagne. La vente se fera au profit du consortium Bain Capital Credit. [AFR](#)

Débats sur la stratégie néo-zélandaise de réduction des émissions du secteur agricole

Le Gouvernement a ouvert une consultation publique sur un plan de réduction des émissions sur 2026-2030 ; celui-ci met l'accent comme solution clef sur le progrès technologique plutôt que la réduction des émissions par les plus gros émetteurs. Rod Carr, président de la Climate Change Commission de Nouvelle-Zélande, a pris position contre l'actuel flottement provoqué par le retour en arrière du Gouvernement sur les ambitions du pays en matière de réduction des émissions (en particulier l'abandon du système de taxe sur les émissions agricoles). Il a souligné qu'il n'était pas justifié que les agriculteurs attendent de nouvelles technologies pour réduire leurs émissions, et a contesté le principe selon lequel une baisse de la production agricole en Nouvelle-Zélande conduirait

à une fuite d'émissions. Il invite à généraliser dès maintenant des pratiques agricoles connues pour être efficaces. Les réactions de la communauté scientifique sont variables de leur côté, certain(e)s experts promouvant les technologies comme la bonne solution, d'autres notant les fortes hypothèses de cette stratégie : temps de développement, investissement nécessaire, etc. Le secteur agricole quant à lui salue la volonté de développer des solutions technologiques mais s'élève contre l'objectif de taxer les émissions de méthane sur la ferme à 2030, estimant que les progrès sont déjà en place à un rythme suffisant. [RNZ](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

Le Gouvernement néo-zélandais entame une révision du droit encadrant l'utilisation des OGM

La Ministre de la science Judith Collins a annoncé qu'un projet de loi serait déposé avant la fin de l'année pour supprimer l'interdiction actuellement en place et depuis 1996, de recourir aux technologies de modification génétique en dehors des laboratoires (gene editing et gene modification). En pratique, les essais OGM en champ sont autorisés en Nouvelle-Zélande sur accord des pouvoirs publics, mais ceux-ci ont validé un très faible nombre de projets. Le projet de loi devrait également proposer la création d'un organe régulateur chargé de superviser les demandes d'utilisation de ces technologies pour garantir la santé publique et la protection de l'environnement. La nouvelle loi, que le Gouvernement vise de faire entrer en vigueur avant fin 2025, devrait être fortement inspirée de la loi australienne (Gene Technology Act 2000). Le secteur des biotechnologies a favorablement accueilli cette annonce, saluant les bénéfices attendus vis-à-vis du changement climatique (notamment par le développement de pins stériles) mais aussi en termes de gain de compétitivité sur les marchés internationaux. Tout en notant qu'il y avait dans les tuyaux de nombreux projets en attente de cette révision de la loi, il a également appuyé le besoin de réglementation et de transparence pour rassurer la société civile, dont la sensibilité sur le sujet a augmenté ces 10 dernières années. Le secteur agricole est également satisfait par cette décision, estimant que l'expertise néo-zélandaise en matière de sélection variétale laisse penser que le pays saura mettre ces technologies à des usages productifs ; il appelle cependant à une approche équilibrée et prudente, notant en particulier qu'il faudra s'assurer que celle-ci ne contrevoie pas à l'image de marque verte et durable de la Nouvelle-Zélande sur les marchés internationaux ; en particulier la viande rouge vantée comme nourrie à l'herbe, en pâturage libre, sans OGM et sans hormones. L'opposition des Travailleurs et des Verts, quant à elle, appelle à la prudence mais n'exclut pas de soutenir le projet de loi, selon son contenu. [Judith Collins](#), [Farmers Weekly](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#)

Vous avez manqué les derniers numéros de nos brèves ? Retrouvez-les ici

[LinkedIn du SER de Canberra](#)
[Site internet du SER de Canberra](#)

Clause de non-responsabilité : Les Brèves économiques du service économique régional de Canberra, réalisées à partir d'informations recueillies en source ouverte, sont à but strictement informatif. Le SER décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elles contiennent.

SER de Canberra

6 Perth avenue Yarralumla, Canberra ACT 2600, AUSTRALIE

Vous avez reçu cet email parce que vous vous êtes inscrit à notre newsletter.

[Se désinscrire](#)